



Décision individuelle portant refus

N°DI-2020 - 154 .

Pétitionnaire : Monsieur Karim SAHED – Evasion boat 13

Nature de la demande : Exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur

Localisation : cœur marin du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 13 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 établissant un régime d'autorisation relatif aux activités commerciales ayant pour objet la location de navires à moteur dans le périmètre du cœur marin du Parc national et fixant les modalités de délivrance par le directeur de l'établissement public ;

Vu la demande formulée par courriel le 14 juillet 2020 par monsieur Karim SAHED, représentant l'association Evasion boat 13 pour exercer l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques ;

Vu l'avis défavorable de la commission d'experts du jeudi 30 juillet 2020 ;

Considérant que la présente demande vise l'exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques avec un navire dénommé « Evasion » immatriculé MAG 12332 ;

Considérant que l'association Evasion boat 13 a été créée le 22 juin 2020 et a commencé son activité commerciale de location sur le secteur du Parc national des Calanques en 2020 ;

Considérant que l'opérateur n'a pas été en mesure de présenter une autorisation d'occupation temporaire pérenne ou temporaire, ou tout autre document émanant de l'autorité gestionnaire de la zone portuaire, lui permettant de pratiquer son activité depuis la zone définie par l'opérateur comme point de départ de son activité commerciale (Vieux-Port de Marseille) ;

Considérant que le navire est un nouveau navire et ne remplit pas le critère des 25 % minimum de l'énergie totale engagée au cours du trajet d'origine renouvelable ;

Considérant que ces conditions obligatoires pour la délivrance de l'autorisation, prévue à l'article 11 de la délibération n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 susvisée, ne sont pas remplies ;

Article 1 :

La demande d'autorisation d'exercice en cœur marin du Parc national des Calanques de l'activité commerciale de location de navires à moteur présentée par l'association « Evasion boat 13 » est rejetée.

Cet opérateur n'est pas autorisé à exercer l'activité commerciale susmentionnée en cœur marin du Parc national des Calanques.

Article 2 :

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 31 juillet 2020,

Le directeur,

Pour le Directeur,

Nicolas CHARDIN
Directeur Adjoint

François BLAND

Copie :

- Préfecture maritime de la Méditerranée
- Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
- Direction interrégionale de la mer
- Membres de la commission d'experts « location de navires à moteur » du Parc national des Calanques

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille, territorialement compétent.